LE « CAPITALISME CRÉATIF » AU CHEVET DES PAYSANS AFRICAINS

Un cheval de Troie pour les OGM ?

Un article de *Miguël Mennig* (collaborateur de *Défis Sud*)

Afin d'aider à lutter contre la faim, l'Agra (Alliance for a green revolution for Africa) veut-elle promouvoir l'introduction en Afrique de cultures génétiquement modifiées (OGM), enrichies d'éléments nutritifs ? Nombre de détracteurs craignent que les programmes de l'Agra ne servent à favoriser l'émergence de cadres réglementaires laxistes qui profiteront, *in fine*, à l'introduction des OGM classiques.

L'Alliance pour la révolution verte en Afrique (Agra) a été lancée par les fondations Bill et Melinda Gates (la plus riche au monde depuis que Warren Buffet y a ajouté sa fortune personnelle) et Rockefeller (acteur majeur de la « révolution verte » dans les années 60). La mise initiale est de 150 millions de dollars. La mission est de former un « *partenariat dynamique œuvrant à travers le continent pour aider des millions de petits exploitants et leurs familles à s'affranchir de la pauvreté et de la faim* ». Les programmes de l'Alliance proposent des solutions pratiques pour augmenter la productivité et les revenus des petites exploitations tout en protégeant l'environnement et la biodiversité.

Au World Food Prize Forum de 2010, Bill Gates évoquait ceux qui « *insistent sur une vision idéale de l'environnement, faisant fi de la réalité des gens. Ils ont essayé de restreindre la diffusion des biotechnologies en Afrique subsaharienne, sans considérer leur impact sur la réduction de la faim et de la pauvreté, sans regard pour le désir des paysans eux-mêmes* ». Le pouvoir de la science et de la technologie au service des petits agriculteurs devrait donc à lui seul résoudre les problèmes de la faim et de la pauvreté, et les considérations sociales ou politiques ne représentent qu'élucubrations idéologiques bien vaines devant le know-how des entreprises. Quant aux écologistes, ils seraient encore victimes de leurs nostalgies retardataires.

Dans les discours de l'Agra, les travers de la première révolution verte sont reconnus : « *Certains programmes ont parfois temporairement exacerbé une inégalité sous-jacente et la mauvaise utilisation des engrais et de l'irrigation a pu causer des dégâts sur l'environnement.* » L'Agra se targue d'être « *menée par les Africains* » : Kofi Annan en assure la présidence du Conseil. Cette révolution agricole doit se fonder sur « *des solutions spécifiques à l'Afrique* ».

Le site officiel de Agra se défend de vouloir introduire les OGM, pour l'instant.

Il faut reconnaître que la présentation du projet comporte formellement des aspects louables C'est ainsi que l'accent est mis sur le rôle potentiel de la petite paysannerie et sur la nécessaire dimension participative et décentralisée du processus. On y souligne aussi la diversité multiple de la réalité africaine et l'impossibilité de définir au préalable une stratégie verticale, imposée de l'extérieur, en ignorant les données environnementales et humaines du terrain. Les savoirs traditionnels ne sont pas niés, au contraire, mais ils doivent être « complétés » par les techniques modernes qui permettront de booster les rendements.

« Haut rendement »

Un réseau de boutiques rurales de distribution des semences « améliorées » est en cours d'implantation à grand renfort de millions et leurs gérants recevront une formation permettant de conseiller les petits paysans en fonction de leurs besoins spécifiques. Dans un premier temps, Agra fournira aussi des subventions aux paysans pour acquérir des semences hybrides, des engrais et des pesticides.

Selon une technique de marketing éprouvée, on appâte les « clients » potentiels, les petits agriculteurs, par des remises,

L'Agra, ou l'Alliance pour la révolution verte en Afrique

Mise sur pied par les fondations Rockefeller et Gates, l'Agra est dotée d'un fonds de 150 millions de dollars américains. Plus d'infos sur : www.agra-alliance.org

© Fredrik Naumann/ Panos.

Bill et Melinda Gates présentent la philosophie de leur Fondation.

des crédits et des subsides, souvent octroyés par l'État, qui leur permettent d'adopter à moindre coût une stratégie commerciale les entraînant dans une spirale insoupçonnée de dépendance. Ainsi, le précédent de la révolution verte en Inde a démontré comment le nombre de paysans accablés de dettes et obligés de céder leur maigre lopin pour rejoindre les bidonvilles est en augmentation constante. Actuellement, l'on peut craindre que le programme de l'Agra, en promettant aux paysans des surplus aisément commercialisables, leur fasse acheter un package qui mette fin à leurs cultures traditionnelles : nouvelles semences « à haut rendement » (et OGM plus tard ?), engrais, pesticides et herbicides chimiques.

Nombre d'agronomes insistent pourtant sur le fait que ces engrais chimiques, contrairement aux engrais organiques, épuisent le sol et qu'il faut les multiplier au fil des ans pour garder une récolte constante. Le moment viendra où la « rigueur budgétaire » imposera d'abandonner les aides et de laisser les petits paysans livrés à eux-mêmes et aux crédits à rembourser. Quitte à vendre leur lopin à des acteurs plus fortunés…

Les OGM plus tard ?

Si le site officiel de Agra fait régulièrement référence à *« de nouvelles variétés améliorées, plus résistantes »*, il se défend de vouloir introduire les OGM, pour l'instant. La « phase initiale » compte développer un millier de nouvelles variétés à partir des techniques traditionnelles. *« Mais nous savons que la science et la société sont en évolution constante»*, peut-on lire sur le site. Et, au dernier forum de Davos, Bill Gates déclarait que *« dans 3 ou 4 ans, si les choses suivent leur cours normal, l'approche transgénique devrait s'avérer la plus bénéfique »*.

Il reviendra alors *« aux gouvernements de décider ou non l'introduction d'OGM »*… Des gouvernements, en Afrique ou ailleurs, dont on sait à quel point ils sont sensibles à certaines « influences », là où nombre d'instituts de recherche « indépendants » sont financés par les grands groupes de l'agro-industrie.

Par-delà ces déclarations vertueuses, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur les liens entre la fondation de Bill et Mélinda Gates et les géants de la biotechnologie, Monsanto entre autres. Dans le staff de la fondation, on compte de nombreux cadres en lien direct avec Monsanto. C'est ainsi qu'un vice-président de Monsanto, Robert Horsch, fut incorporé comme expert scientifique. Il fut ensuite rejoint par Lawrence Kent, du centre de recherche en biotechnologies de Danforth (financé en partie par Monsanto) auquel la fondation de Bill Gates a donné 5,4 millions de dollars en 2009 pour financer des variétés « améliorées » de manioc, de sorgho et de riz en obtenant l'autorisation des gouvernements africains pour des essais en champ. Les chercheurs de Danforth ont en effet annoncé avoir réussi à créer de telles variétés transgéniques mais doivent maintenant obtenir l'approbation réglementaire des pays ciblés pour avancer dans leur recherche.

En février 2010, la fondation s'est jointe à Pioneer Hi-Bred (une filiale de DuPont) pour financer une recherche en Afrique sur un maïs transgénique, après avoir

Suite à la page suivante

Le précédent instructif de la « révolution verte »

Aujourd'hui, l'Agra reconnaît les échecs de la première révolution verte, essentiellement mise en œuvre en Asie. C'est en 1968, dans le contexte de la Guerre froide, que cette révolution était apparue.

Les fondations Ford et Rockefeller promouvaient l'application de la science et de la technologie modernes comme un moyen de remédier à la faim et à la pauvreté. On ne peut nier que la révolution verte a permis des progrès spectaculaires au niveau productif. Mais à quel prix et en faveur de qui ? A-t-elle résolu le problème de la faim, son objectif déclaré ?

Avec cette révolution, les exportateurs furent à la fête. Le marché international s'avérant nettement plus attirant que les centaines de millions d'Indiens insolvables, comme le comprirent Mittal et le groupe Rothschild qui, dans le but de diversifier leurs activités, créèrent une société de production de fruits et légumes, FieldFresh, destinés aux consommateurs européens et américains, plus solvables. Comme l'admettent avec le recul ses initiateurs, la « green revolution » s'est transformée en « greed revolution », la révolution de la cupidité, du profit immédiat, et 350 millions d'Indiens souffrirent de malnutrition chronique dans cette nouvelle « puissance » agricole.

Web
Lire en ligne
La Révolution verte en Inde, un précédent instructif sur **www.sosfaim.be**

déjà rejoint Monsanto sur un projet similaire. Dans un premier temps, les petits exploitants agricoles pourraient même obtenir ces semences libres de droits. En partenariat avec la fondation Rockefeller, elle finance également un projet de maïs transgénique, soutenu par l'African Africulture Technology Foundation. Cet autre organisme africain est aussi soutenu par Monsanto, comme le souligne la Coalition pour la Biodiversité au Kenya, un pays particulièrement visé par l'agrobusiness et ses lobbys. Agra a d'ailleurs financé de nombreux projets dans ce pays. Selon T. English (Community Alliance for Global Justice), 12 des 23 projets financés concernent les cultures génétiquement modifiées[1].

Les symptômes mais pas les causes

De multiples voix se font entendre en Afrique pour dénoncer l'introduction de l'agrobusiness et des OGM sous le couvert d'une nouvelle révolution verte. M. Goïta de la Copagem (Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain) a pu rencontrer Kofi Annan et ne voit dans ce projet que la défense des « intérêts des multinationales semencières et non ceux des pays africains ».

Pour Myriam Mayet (African Center for Biosafety), le projet Agra se focalise sur la productivité et l'arsenal technologique, se refusant à une approche holistique qui tiendrait compte des multiples facteurs à la base de la pauvreté et de la faim. Elle ne voit dans cette initiative philanthropique qu'une introduction masquée de l'agrobusiness sur le marché africain. L'imposition de solutions technologiques préfixées à une agriculture minée par des problèmes politiques et sociaux ne peut que préfigurer un « désastre écologique » pour l'Afrique. Elle note qu'en 2009, Agra a signé un accord de cinq ans avec le Earth Institute de Jeffrey Sachs, un ardent promoteur des OGM dans les pays du Sud.

Elle cite le rapport de l'IAASTD[2] qui constate que les méthodes éco-agrologiques innovantes s'inspirant des savoirs traditionnels peuvent accroître les rendements mais de façon durable tout en préservant la richesse de la terre et de l'environnement. Ce rapport rappelle que ces méthodes ont un coût bien moindre que les solutions biotechnologiques, argument décisif pour des populations déjà démunies. Un des codirecteurs du rapport, Hans Herren, est formel : *« Augmenter massivement les rendements n'est pas une solution. D'abord, cela réclame trop d'énergie fossile et d'argent. Au niveau global, le problème principal n'est pas la productivité mais la distribution. Et le génie génétique n'a pas fait ses preuves jusqu'ici. De même que la chimie, les techniques ne font que résoudre – temporairement – les symptômes mais pas les causes du problème alimentaire. »* Le rapport ne les exclut pas mais elles ne formeront qu'une petite partie des solutions. Les semences « à haut rendement » ne servent à rien si les sols, les marchés, la santé, les savoirs et les structures sociales ne s'améliorent pas.

L'introduction de technologies inappropriées pourrait amener de nouvelles dépendances.

Spirale de dettes

Des critiques similaires sont adressées par l'African Biodiversity Network dans une déclaration signée par 70 ONG africaines. Elles considèrent Agra comme une tentative de privatisation des ressources africaines par les grands groupes et la porte ouverte aux OGM[3]. Le *Nigeria Daily News* reprend une étude faite par le centre canadien ETC[4] qui cite l'ancien directeur de la banque générale des gènes de l'Éthiopie, le Dr. Melaku Worede.

Ce dernier estime que l'introduction de technologies inappropriées pourrait introduire de nouvelles dépendances, en particulier pour les petits paysans et les conduire dans une spirale de dettes, tout en menaçant la diversité génétique des cultures vitales pour l'Afrique. Pour l'ETC, cette pseudo-révolution verte 2.0 marque une privatisation croissante de l'aide au développement et une confusion entre intérêts public et privé. Le témoignage de Diamantino Nhampossa de l'Union des paysans du Mozambique (Unac) et de

1 : www.seattleglobaljustice.org

2 : Rapport commandé à l'IAASTD (Evaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement) sous l'égide de la FAO, de la Banque Mondiale et du PNUD, et regroupant plus de 400 experts internationaux de 60 pays.

3 : www.biosafetyafrica.net

4 : www.etcgroup.org

© Heldur Netocny/ Panos.

Dans un centre d'expérimentation du riz OGM, aux Philippines.

la Via Campesina, n'est pas moins alarmant : *« Il s'agit d'une menace sérieuse pour les paysans du continent, pour leurs semences et leurs moyens d'existence. Au lieu de reconnaître les riches savoirs que les hommes et les femmes ont accumulés depuis des millénaires, l'introduction de semences hybrides et d'un arsenal technologique ne fera que nuire aux systèmes de production propres aux paysans. »*

Le potentiel des variétés africaines

Autre témoignage encore, celui de Nnimmo Bassey, directeur de Action pour les droits de l'environnement au Nigeria. *« Si les fondations Gates et Rockefeller veulent se développer sur le continent africain, elles devraient éviter des stratégies propices aux monocultures et au remembrement des terres et qui font dépendre les paysans de monopoles des semences biotechnologiques. »* Le généticien éthiopien Melaku Worede ajoute que *« les variétés africaines détiennent un énorme potentiel inexploré et mis en danger par des solutions importées »*. Il préconise donc une approche plus globale de l'agriculture plutôt que ce modèle industriel.
Et pour beaucoup d'analystes, ce projet Agra ne tient pas compte des multiples recherches scientifiques récentes remettant en question les solutions strictement quantitatives et technologiques focalisées sur l'augmentation des rendements et sur l'équation offre – demande. Ces solutions font aussi l'impasse sur toute approche sociopolitique qui reconnaîtrait les déséquilibres structurels affectant lourdement les populations rurales et tiendrait compte des réseaux sociaux et économiques déjà mis en place pour sortir de leur précarité.

Alors même que Bill Gates se refuse à toute considération politique, sur les causes de la pauvreté et de l'inégalité, son projet africain s'insère parfaitement dans le cadre de la nouvelle politique extérieure américaine. Une étude de FoodFirst[5] évoque le rapport du Chicago Council on Foreign Affairs, rapport financé par la fondation Gates. Intitulé *« Renouveler le leadership américain dans la lutte mondiale contre la faim et la pauvreté »*, il conclut que l'Amérique a besoin de *« réaffirmer son leadership dans la propagation de nouvelles technologies parce qu'elle favorisera le commerce et renforcera les institutions américaines »*. Et pour le département d'État américain, alors même que la domination US est de plus en plus mise en question sur l'échiquier international, il est impératif de soutenir ses exportations et sa domination commerciale. D'autant que les déséquilibres sociaux pourraient conduire à des révoltes populaires comme les rébellions de la faim. Le pouvoir de la technologie cher à Bill Gates serait l'antidote par excellence et les questions comme la redistribution des terres et des ressources s'avéreraient obsolètes devant les avancées technologiques.

Pour E. Holtz, de FoodFirst, cette confiance aveugle fait écho à la philosophie de la première révolution verte qui elle, dans le cadre du péril rouge, devait contrer la menace d'une révolution paysanne dans les pays en développement. Il ne s'agit plus de concocter une nouvelle version de Windows mais de programmer le vivant et ceux qui en vivent directement. ■

Suite à la page 26 >

5 : Éradiquer la faim en Afrique (www.foodfirst.org)

Philosophie du philantrocapitalisme

En 2008, Bill Gates lançait à Davos un appel vibrant en faveur du « capitalisme créatif » susceptible d'induire « des changements sociaux issus du marché » et de venir à bout des inégalités mondiales. Le marché réussirait là où les États sont déficients ou incompétents. L'expertise entrepreneuriale serait au service des besoins des pays en développement.

S'inspirant de l'assertion d'Adam Smith selon laquelle l'égoïsme de chacun rejoint le bien commun, l'intérêt des grandes entreprises doit inévitablement croiser celui des plus démunis, et Bill Gates de rappeler que les deux tiers les plus pauvres de l'humanité détiennent un pouvoir d'achat qui se chiffre en milliards, un potentiel trop négligé par les forces du marché.

En contrepartie, les gouvernements de ces pays doivent de leur côté promouvoir le capitalisme en passant « des lois et réglementations qui permettent aux marchés de prospérer et d'apporter les bénéfices de la croissance au plus grand nombre ». En clair, il faut libéraliser les marchés, sans restriction aucune, et encourager les partenariats public-privé impliquant les gouvernements (et leurs subsides), le monde des entreprises et les acteurs locaux.

A Lire

deux articles sur le philantrocapitalisme:
Moteur ou remède des inégalités croissantes
(par Miguel Mennig) en page 26
Porte-drapeaux du philantrocapitalisme
(par Patrick Veillard) en ligne sur www.sosfaim.be